



Rapport annuel 2023

Environnement externe : les turbulences ont diminué, mais des nuages ont continué de s'accumuler



Consommation de services allante

Création d'emplois robuste

Normalisation des chaînes d'approvisionnement

Baisse de la pression sur les prix (énergie !)



Faiblesse de l'activité industrielle

Atonicité du commerce mondial

Tensions géopolitiques persistantes

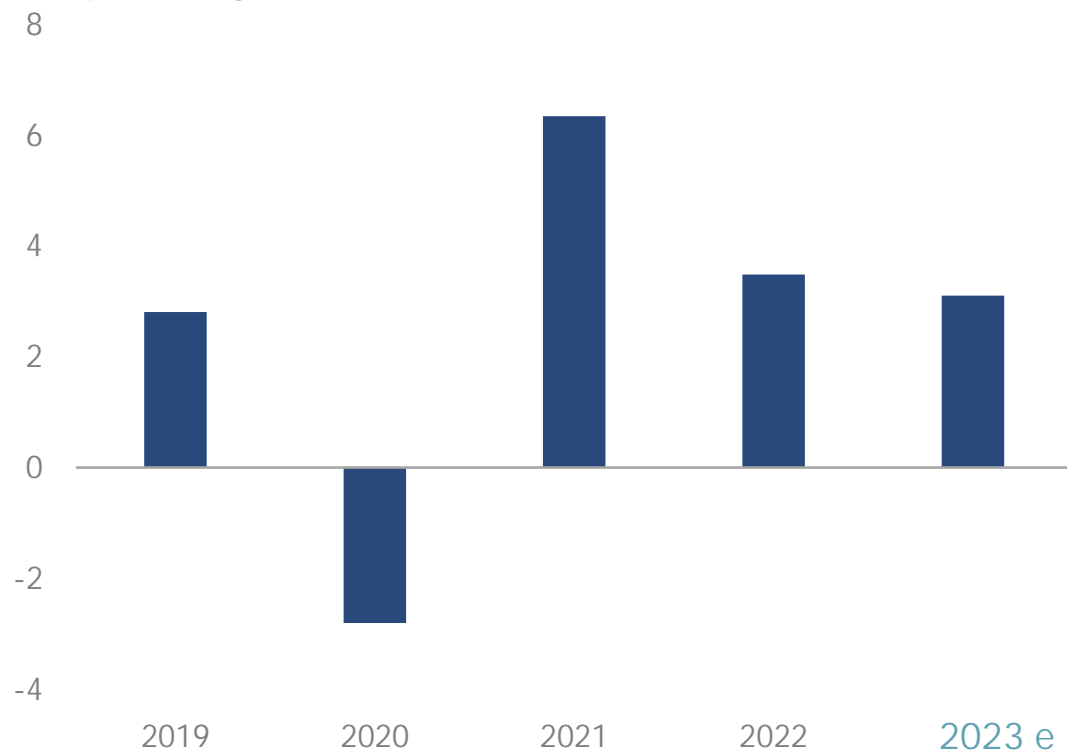
Net resserrement de la politique monétaire



Vers un atterrissage en douceur?

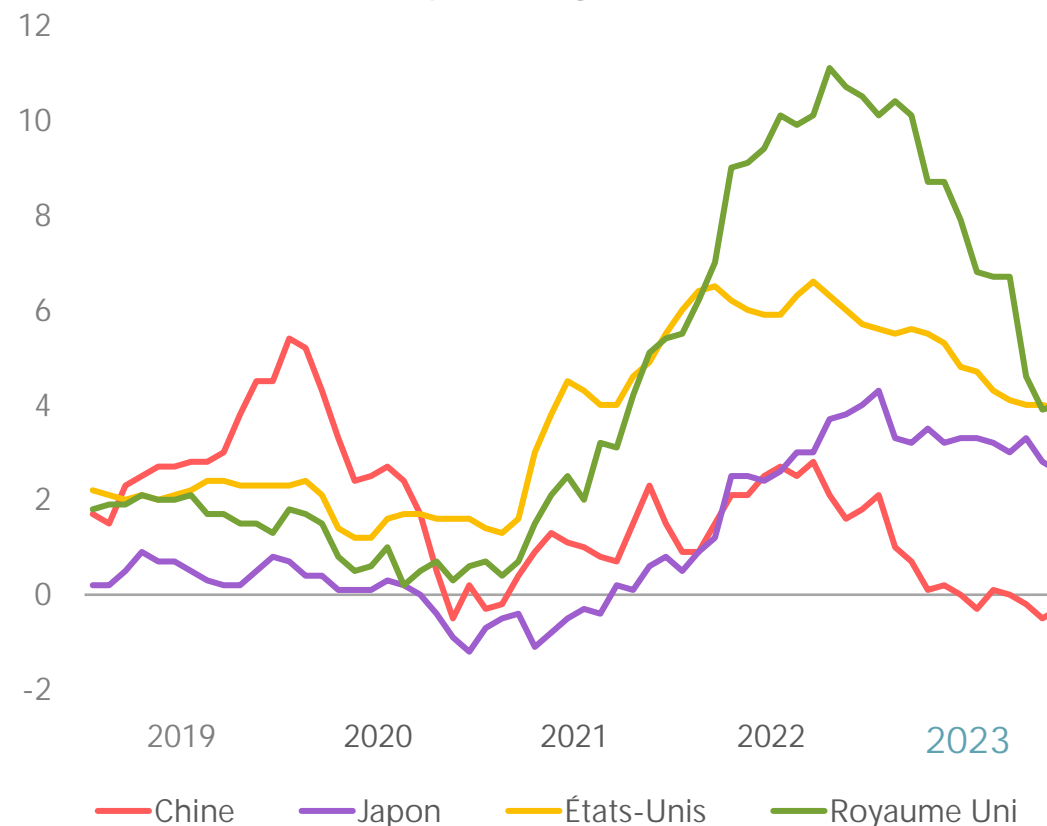
Croissance du PIB mondial en volume

(pourcentages de variation)



Inflation totale

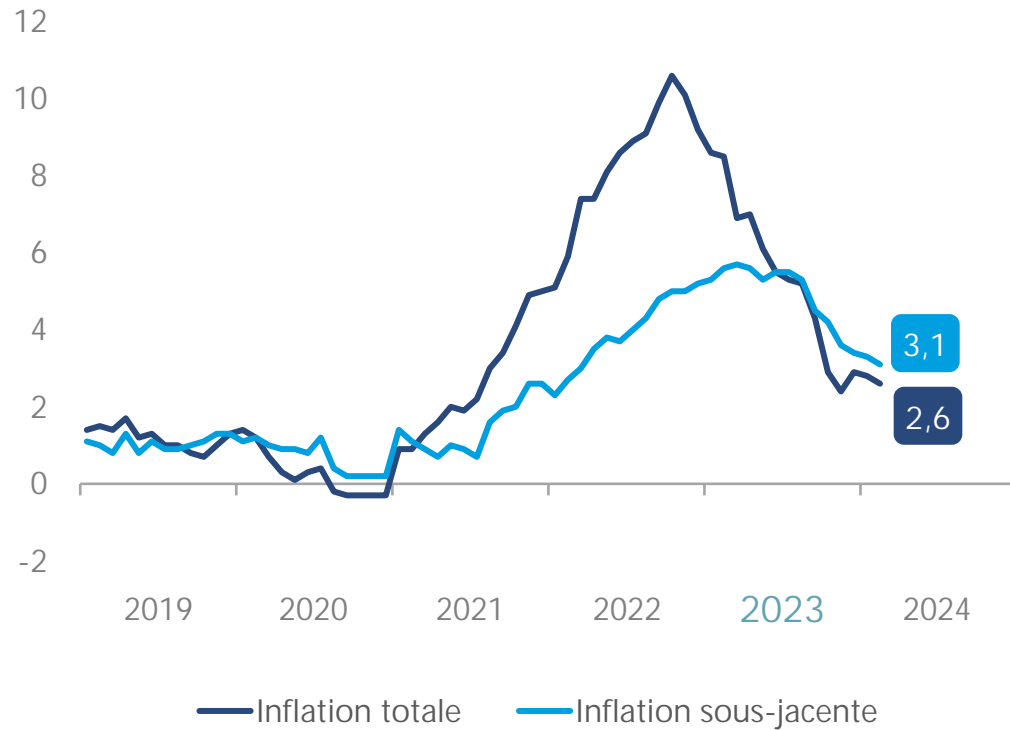
(variations annuelles, en pourcentage)



Zone euro : baisse rapide de l'inflation et croissance atone

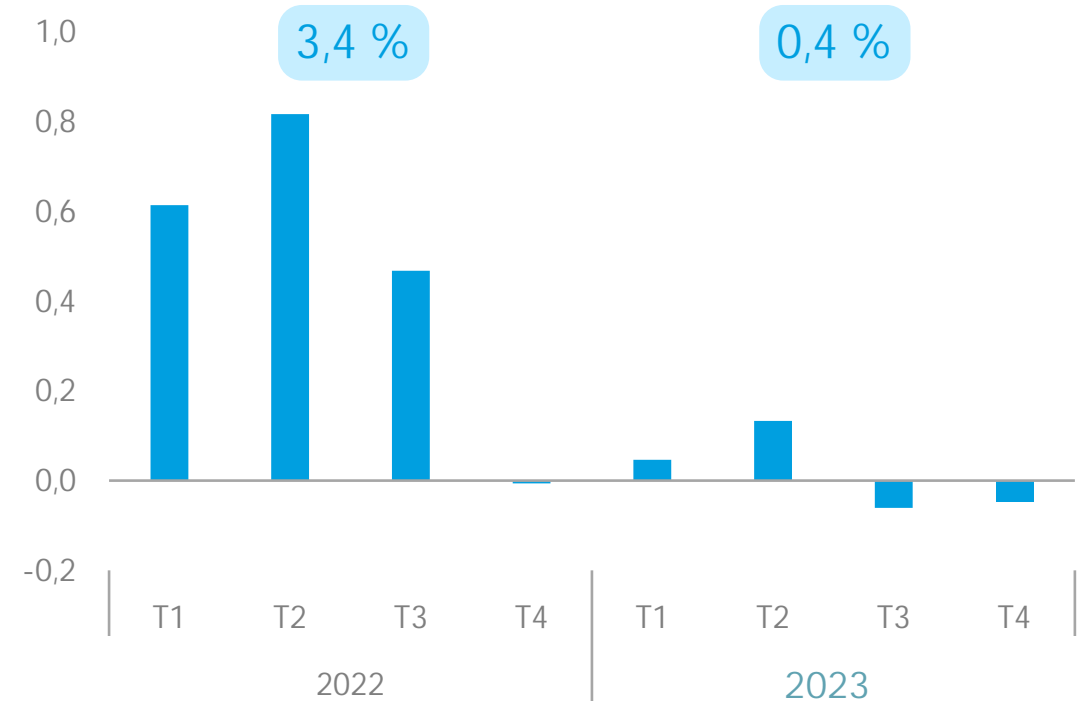
Inflation

(variations annuelles de l'IPCH, en pourcentage)



Croissance du PIB en volume

(pourcentages de variation par rapport à la période précédente)

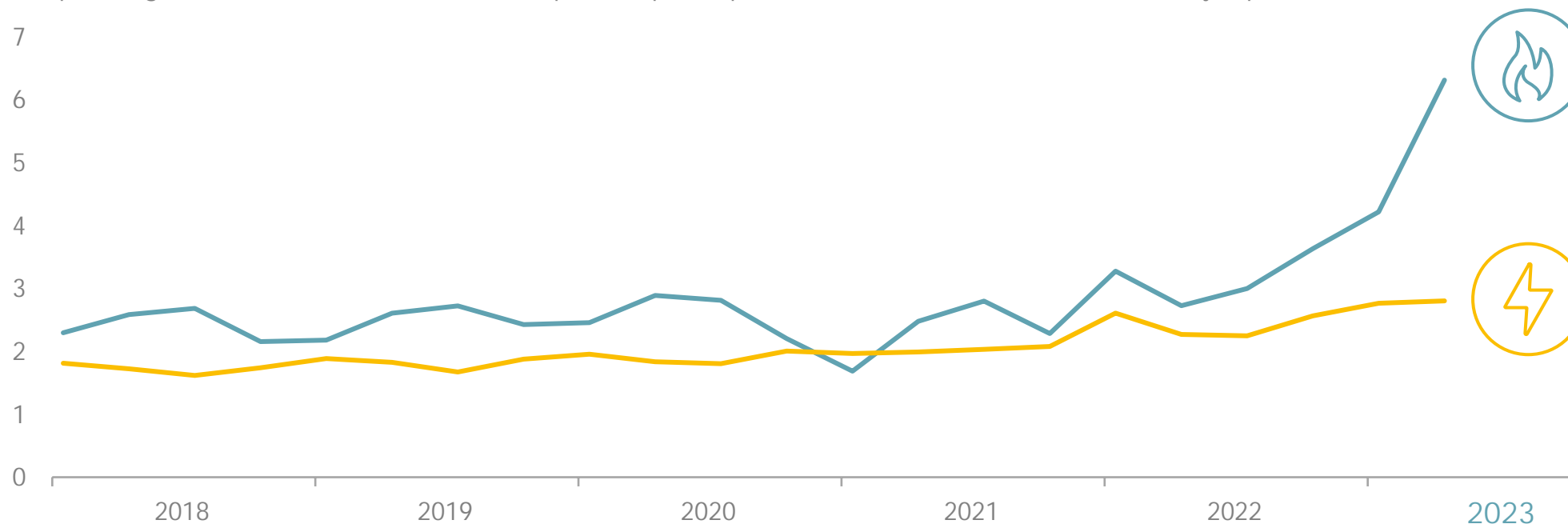


La faiblesse de la croissance tient au resserrement de la politique monétaire et à des facteurs conjoncturels, mais également à des éléments structurels comme la dégradation de la compétitivité

Le renchérissement relatif de l'énergie a sapé la compétitivité-coût européenne

Prix du gaz et de l'électricité dans l'industrie européenne par rapport aux États-Unis

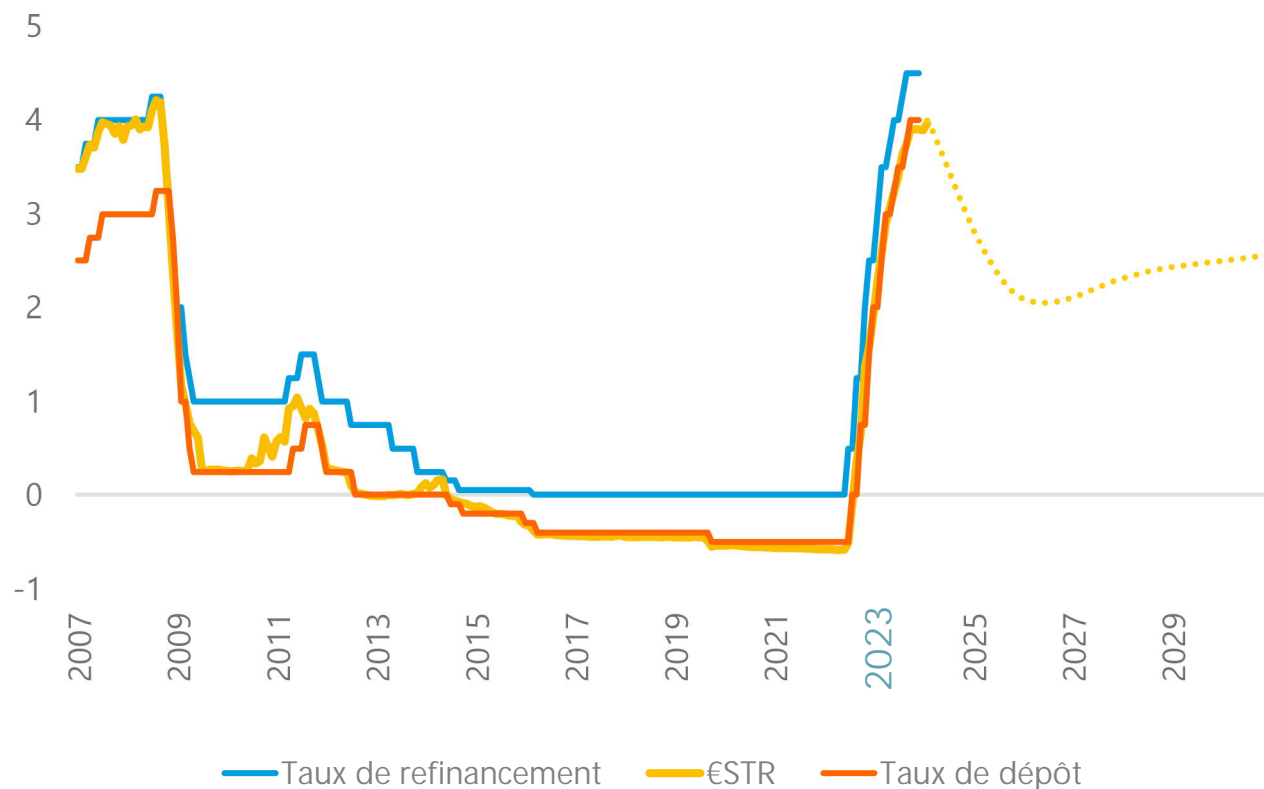
(prix du gaz naturel et de l'électricité en Europe, multiple du prix aux États-Unis, données trimestrielles jusqu'en 2023 T2)



Impact sur la compétitivité en raison de l'accélération de la transition climatique européenne ...

Les taux d'intérêt directeurs ont été considérablement relevés: devront-ils longtemps être maintenus à de tels niveaux?

Taux d'intérêt (directeurs) dans la zone euro
(pourcentages)



“ Wage data will be vital in deciding when to begin monetary easing ”

Réunion de la BCE du 7 mars

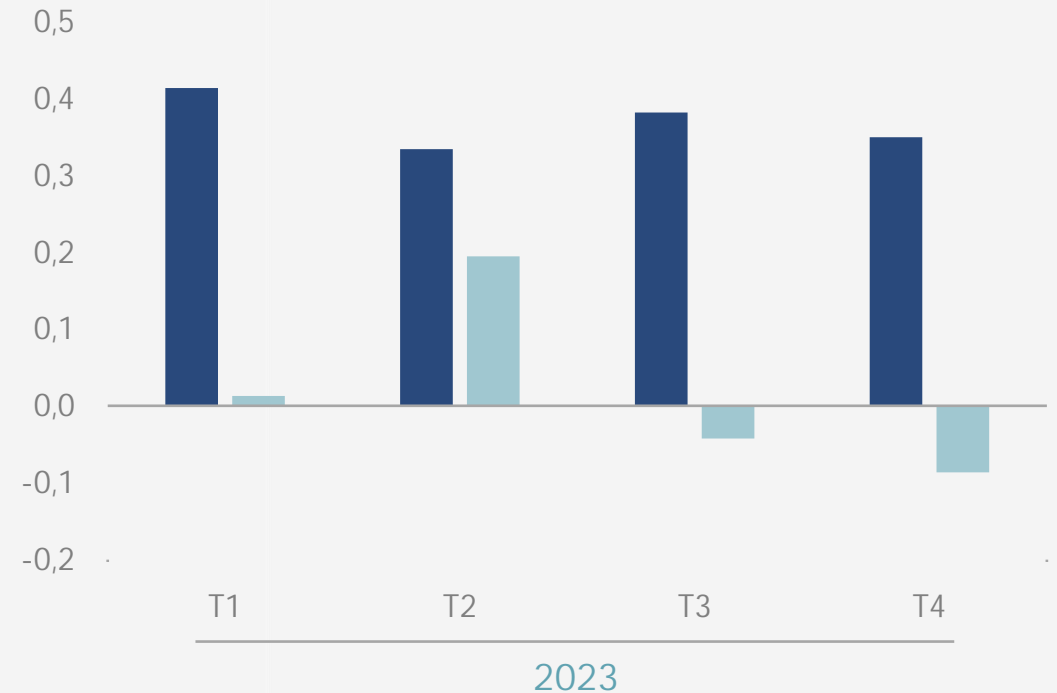
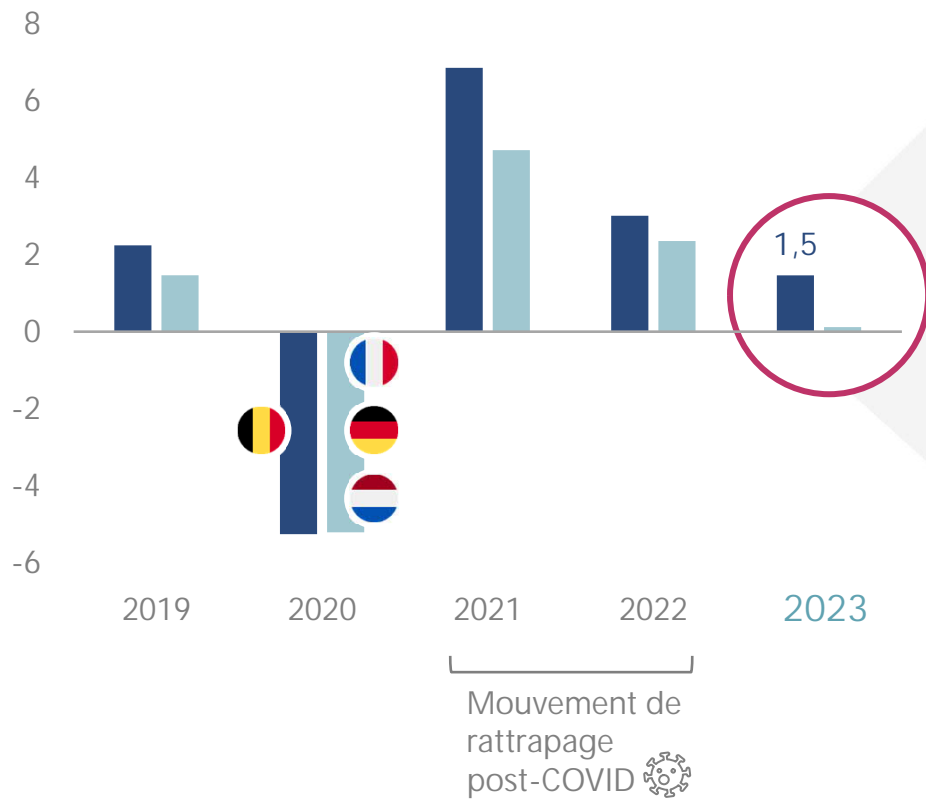
Décision de maintenir les taux d'intérêt directeurs inchangés

La robustesse de la demande intérieure a
continué de stimuler la croissance belge

La croissance belge est demeurée relativement forte et supérieure à son potentiel tout au long de l'année

Croissance du PIB en volume

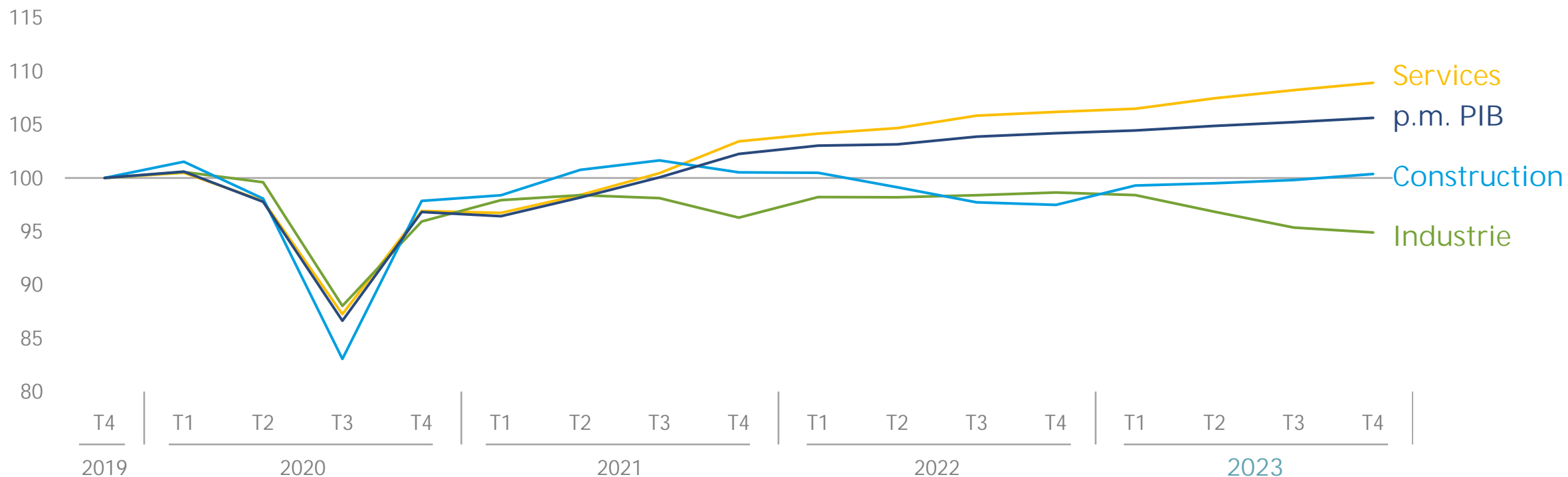
(pourcentages de variation par rapport à la période précédente)



La vigueur des services a plus que compensé le ralentissement de l'industrie

Valeur ajoutée en Belgique

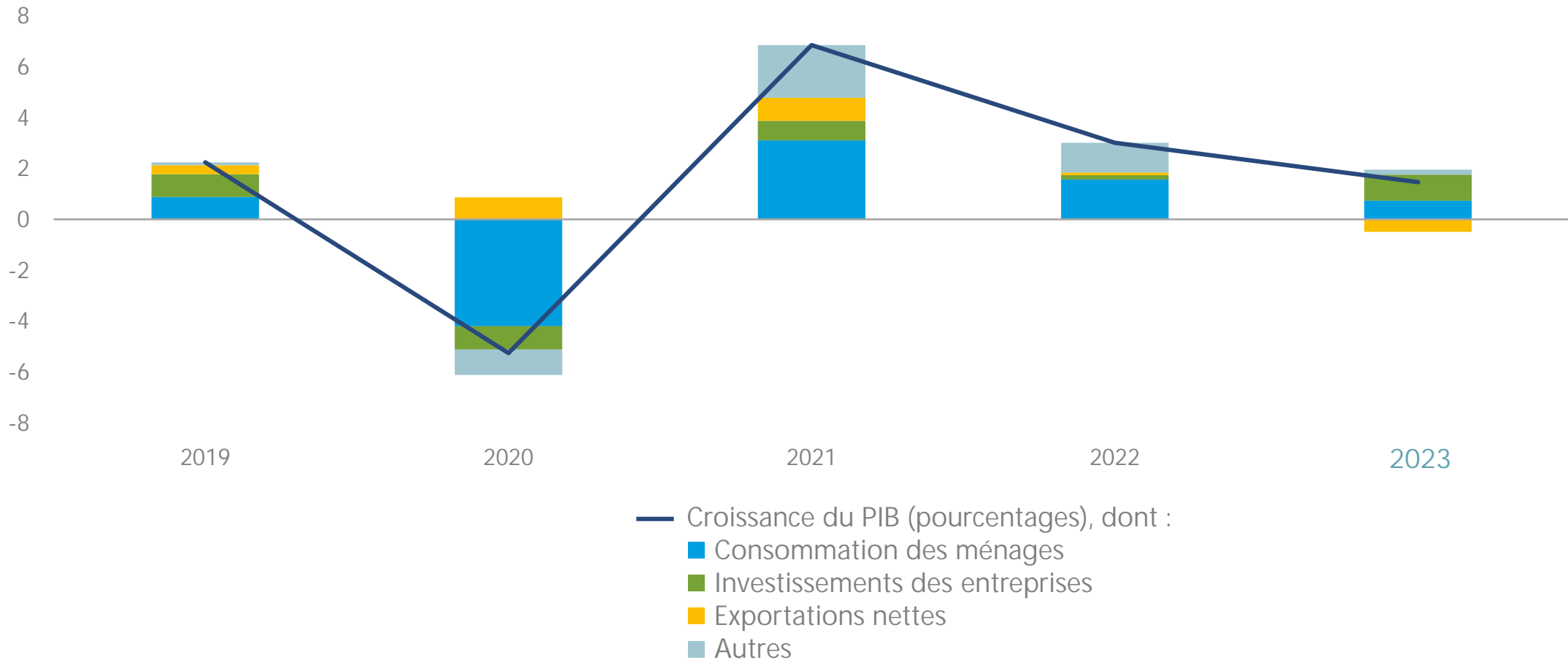
(indice de volume, 2019 T4 = 100)



La robustesse de la demande intérieure a stimulé la croissance

Contributions à la croissance annuelle du PIB en volume

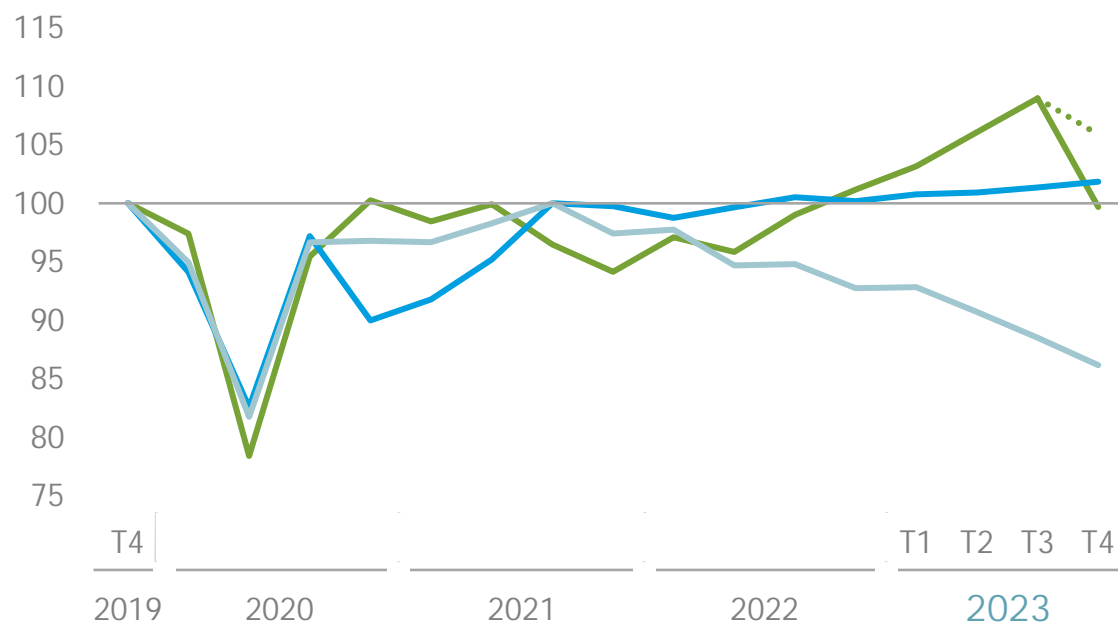
(points de pourcentages, sauf mention contraire)



Nette hausse des investissements des entreprises ; ralentissement des investissements en logements et des exportations nettes

Investissements des entreprises et consommation des ménages

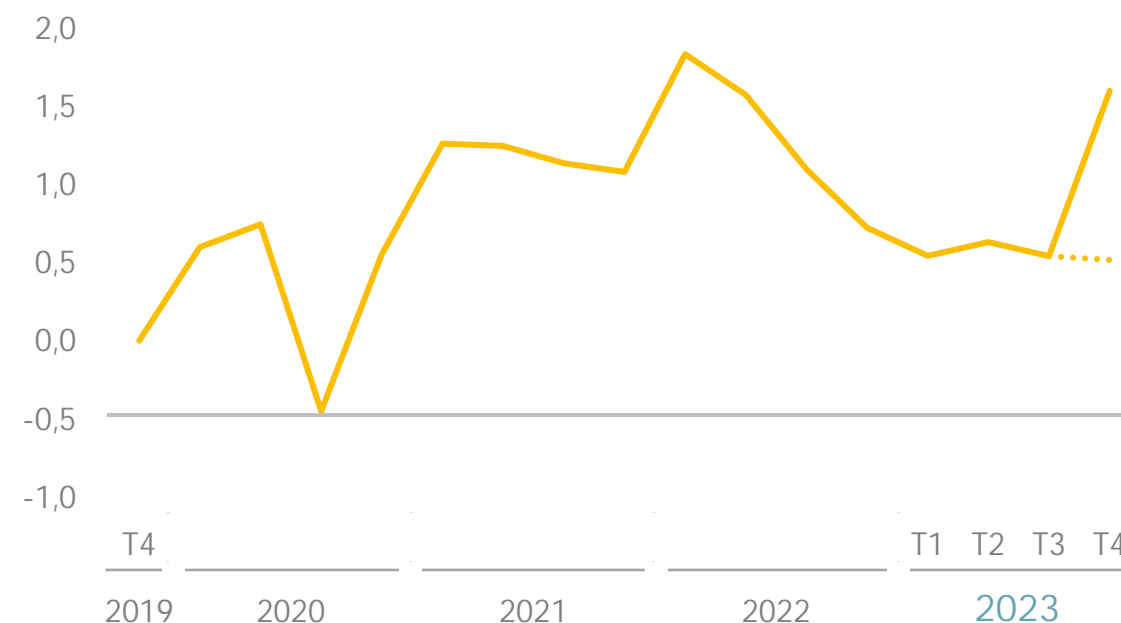
(indice de volume, 2019 T4 = 100)



— Investissements des entreprises
 — Consommation des ménages
 — Investissements en logements

Exportations nettes

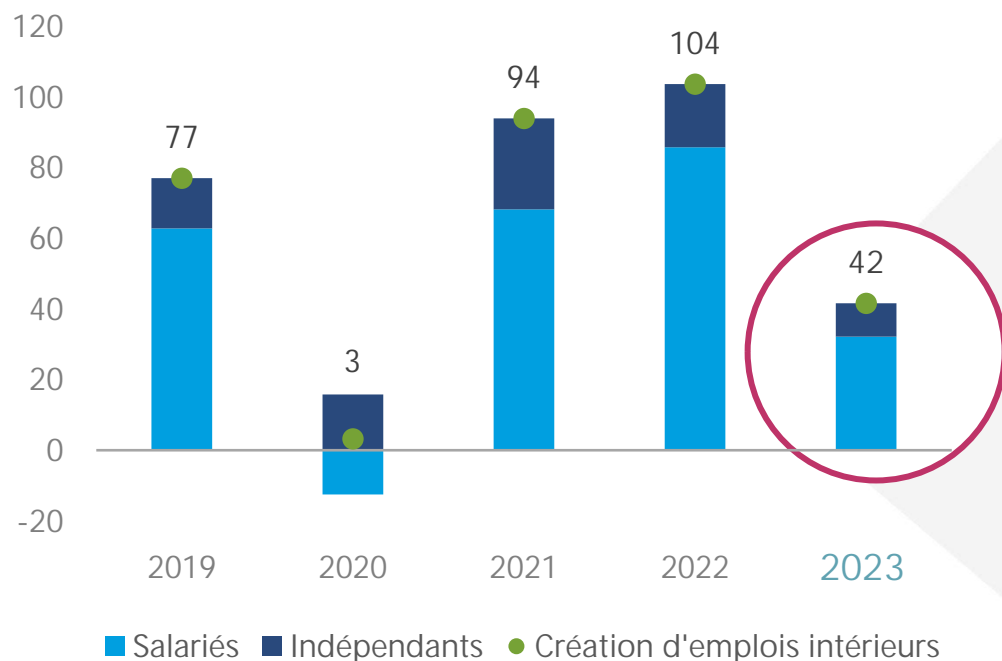
(contribution cumulée des exportations nettes à la croissance du PIB depuis 2019 T4)



..... à l'exclusion des transactions spécifiques
 (par exemple des ventes de navires à l'étranger)

Modération de la création d'emplois (concentrée dans les services, dont le secteur public au sens large)

Création d'emplois intérieurs
(milliers)



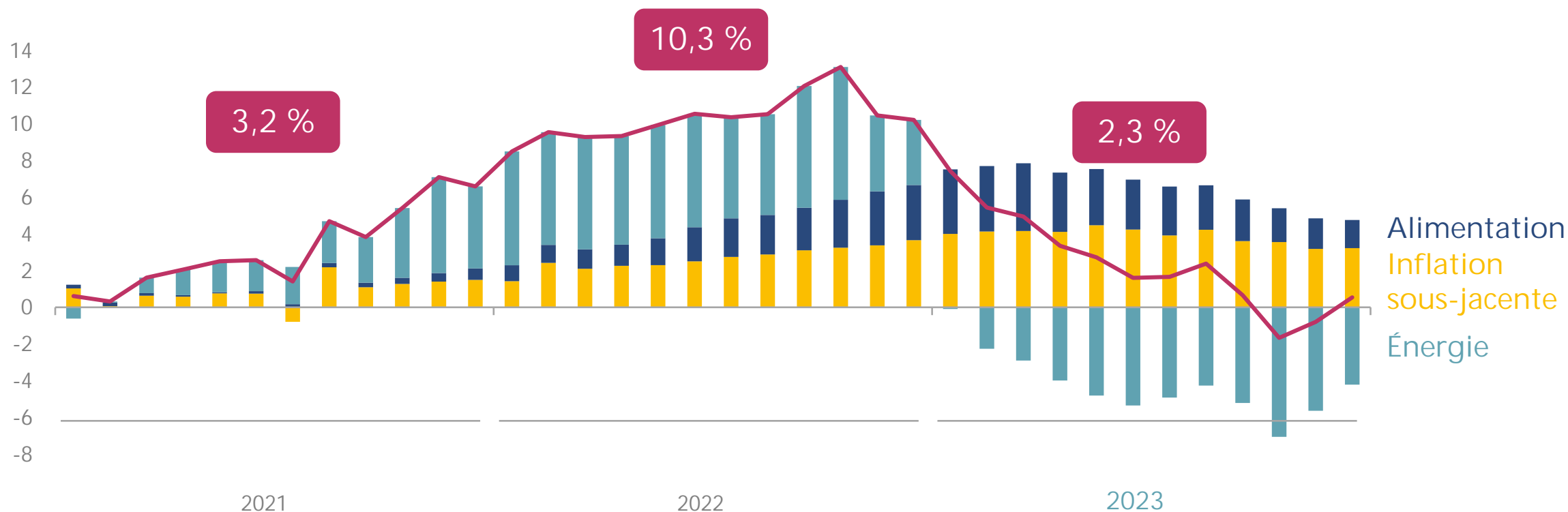
Création d'emplois	milliers de personnes	pourcentages
Industrie	0	0,1
Construction	3	1,0
Services marchands	14	0,6
Services non marchands	26	1,4
Agriculture	-2	-2,6
Total	42	0,8



Baisse rapide de l'inflation initiée par la forte baisse des prix de l'énergie

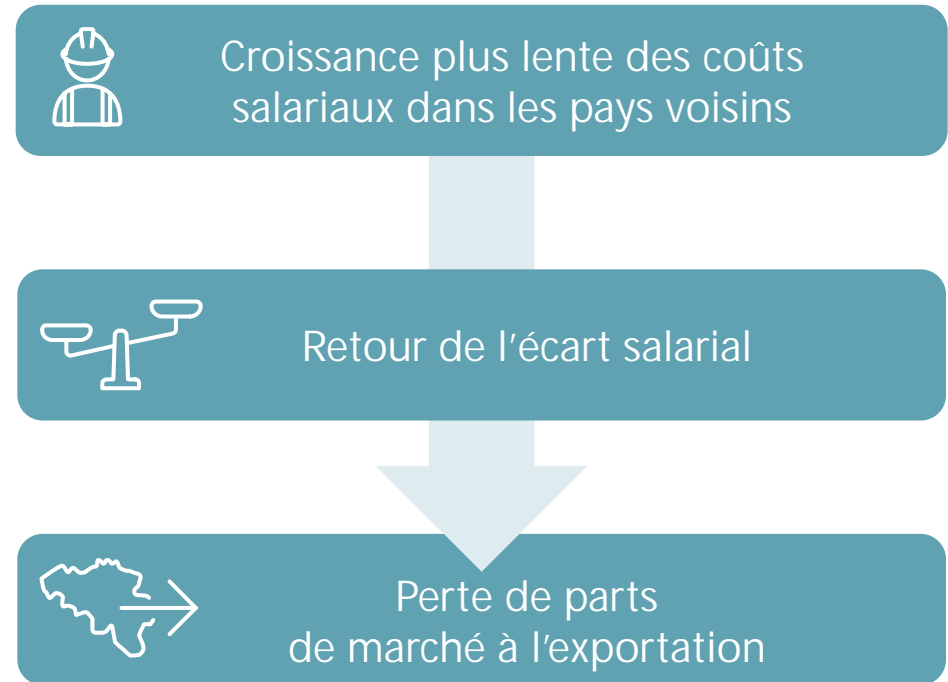
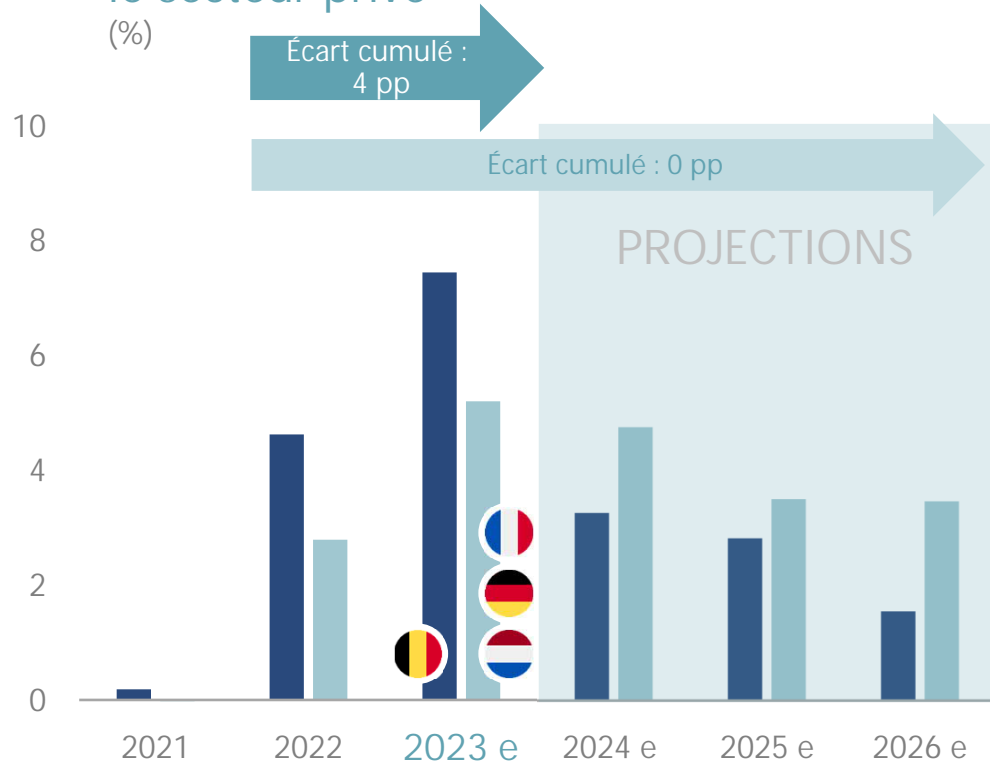
Inflation (IPCH)

(contributions en points de pourcentage à l'inflation totale (pourcentages), inflation annuelle dans les cases)



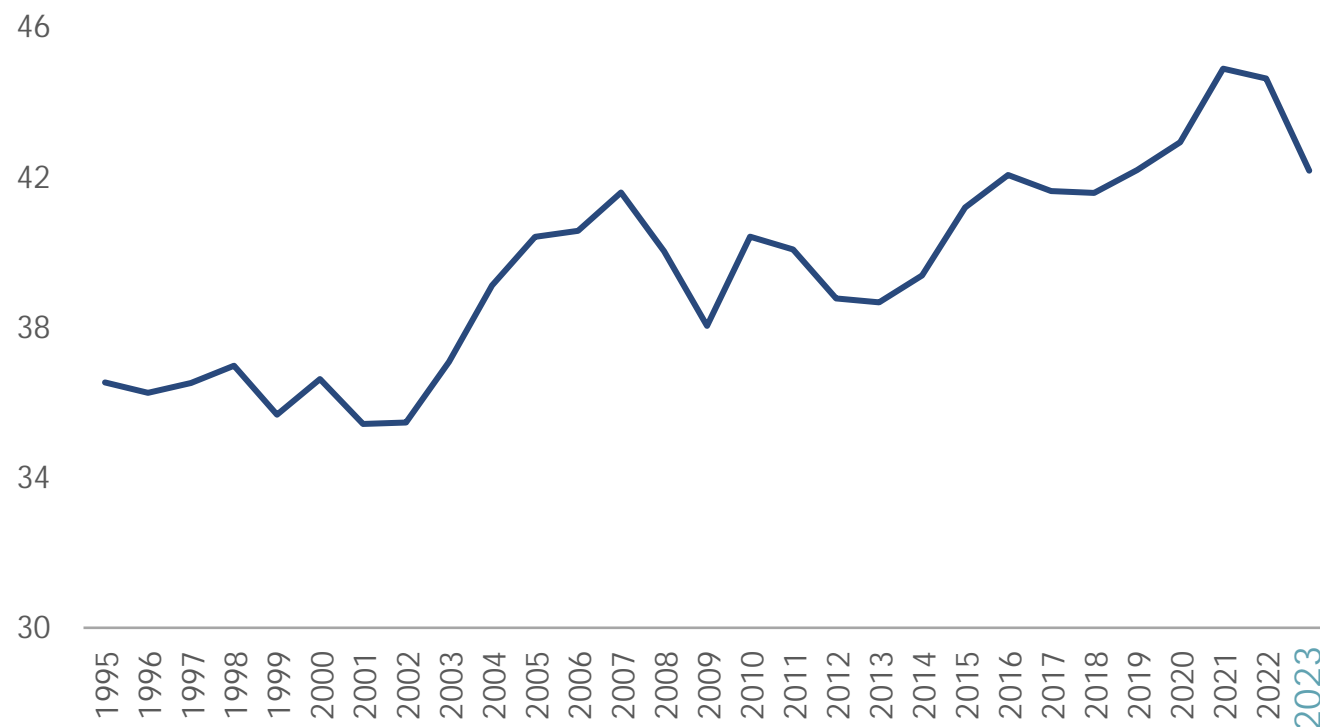
L'augmentation des coûts salariaux a altéré la compétitivité-coût

Croissance des coûts salariaux horaires dans le secteur privé (%)



Les confortables marges bénéficiaires du passé ont servi d'amortisseurs

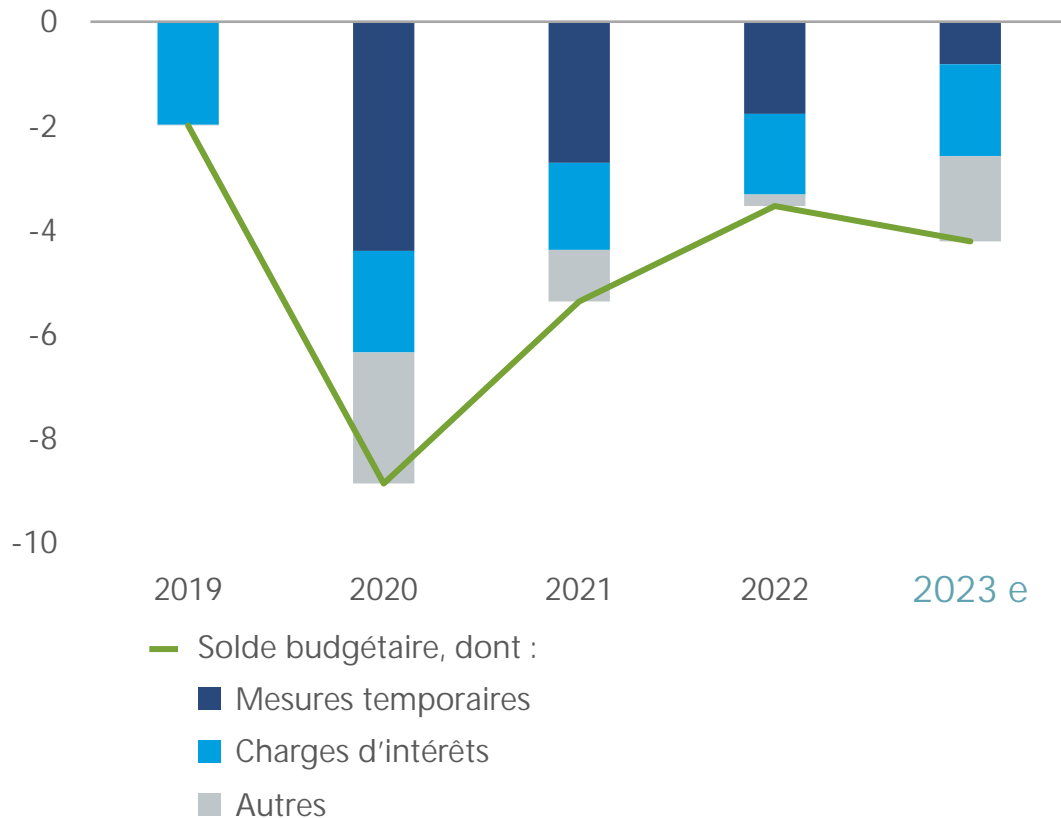
Taux de marge des sociétés non financières
(excédent brut d'exploitation en pourcentage de la valeur ajoutée)



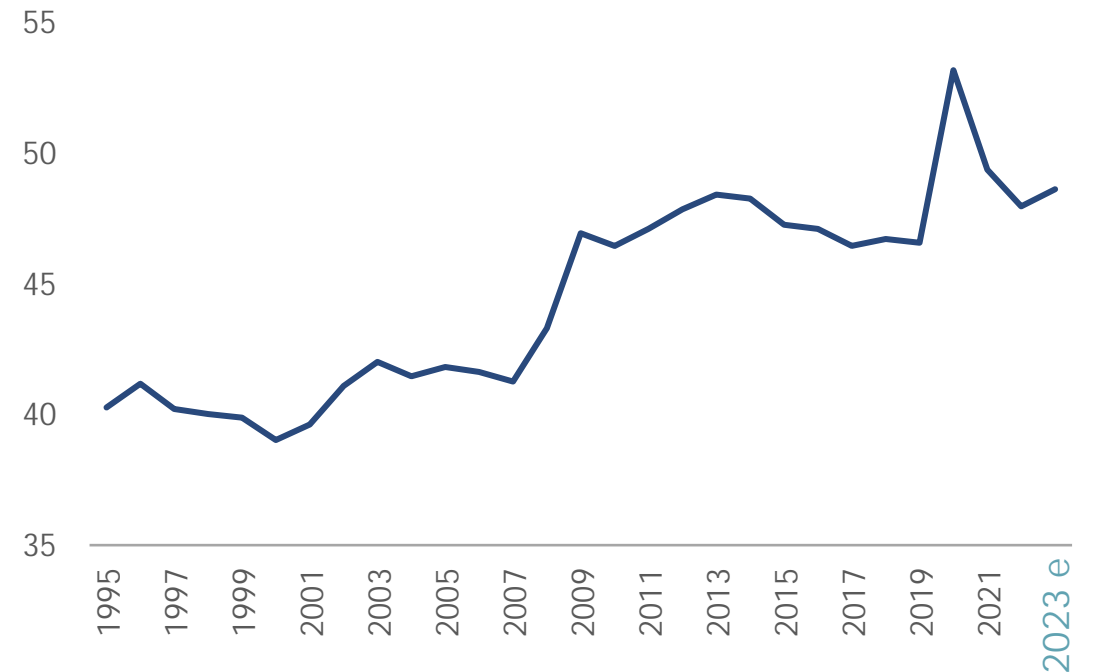
ce qui a réduit le risque d'une spirale prix-salaires de longue durée

Les finances publiques belges demeurent une source de préoccupation : la croissance tendancielle des dépenses courantes grève le budget

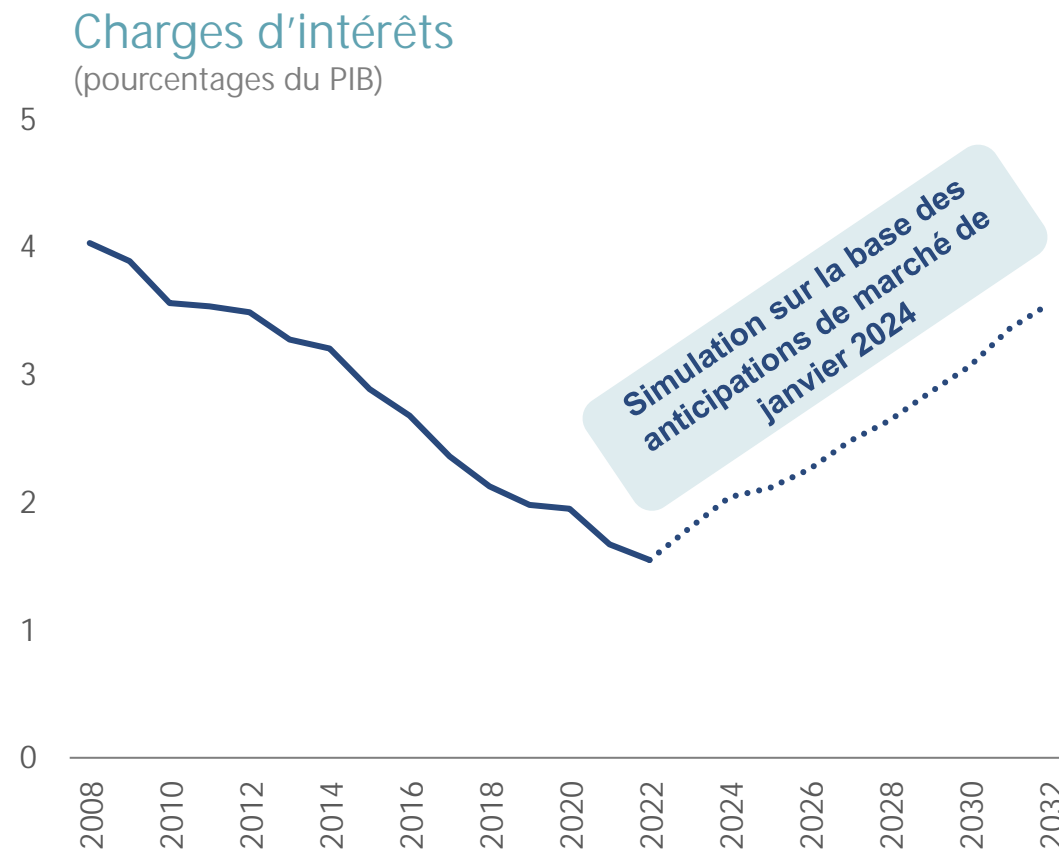
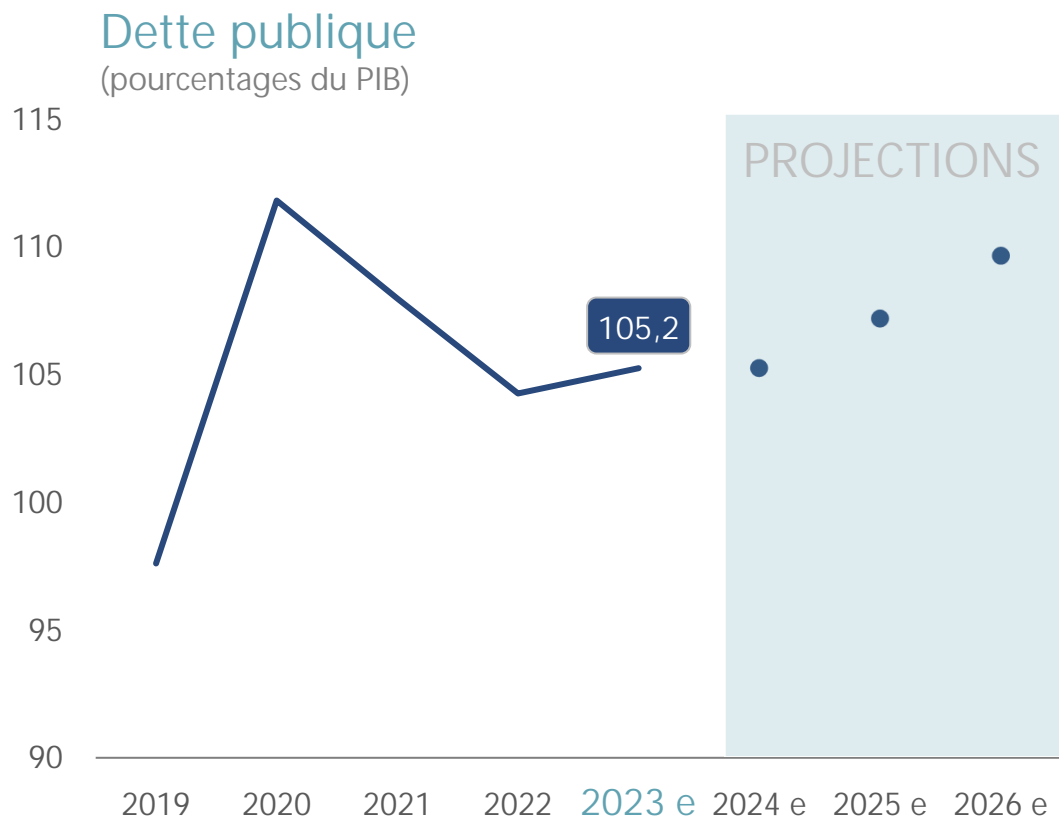
Solde budgétaire
(pourcentages du PIB)



Dépenses publiques courantes hors charges d'intérêts
(pourcentages du PIB)



La dette publique s'inscrit à nouveau en hausse et la montée des charges d'intérêts suggère une dangereuse dynamique



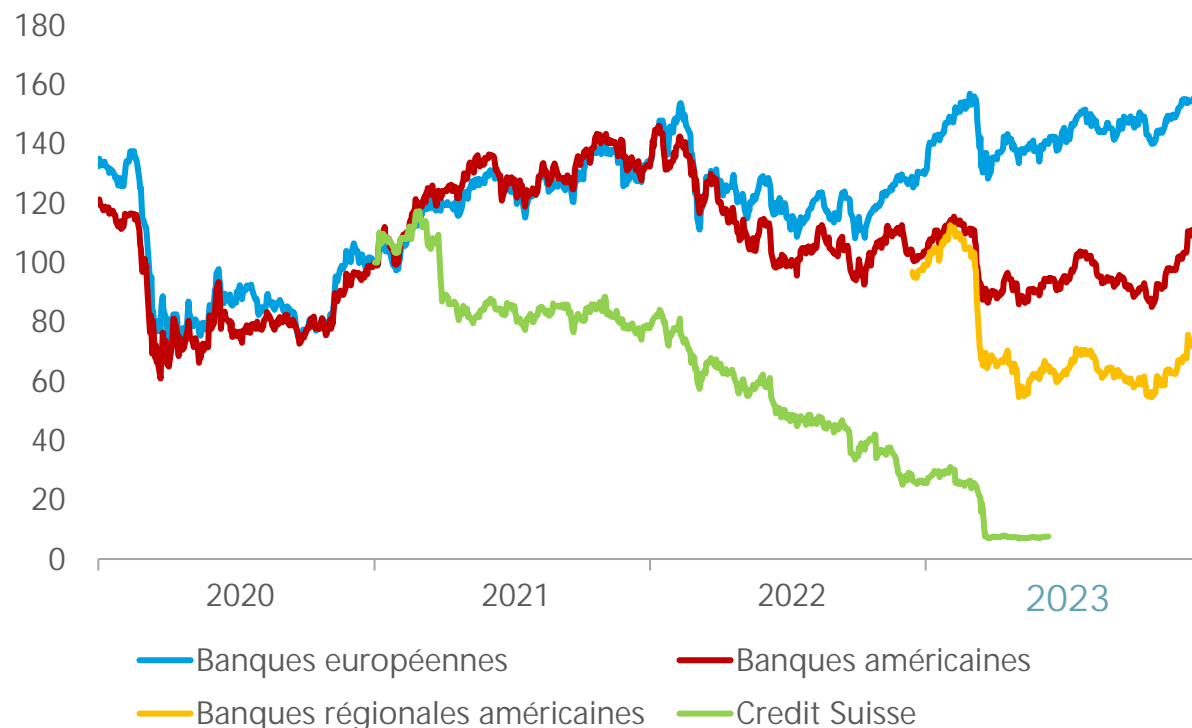
L'incidence des turbulences qui ont secoué le système bancaire international est restée limitée



Une rentabilité saine et des coussins de protection solides ont assuré la résilience des banques belges

Cours boursiers des banques

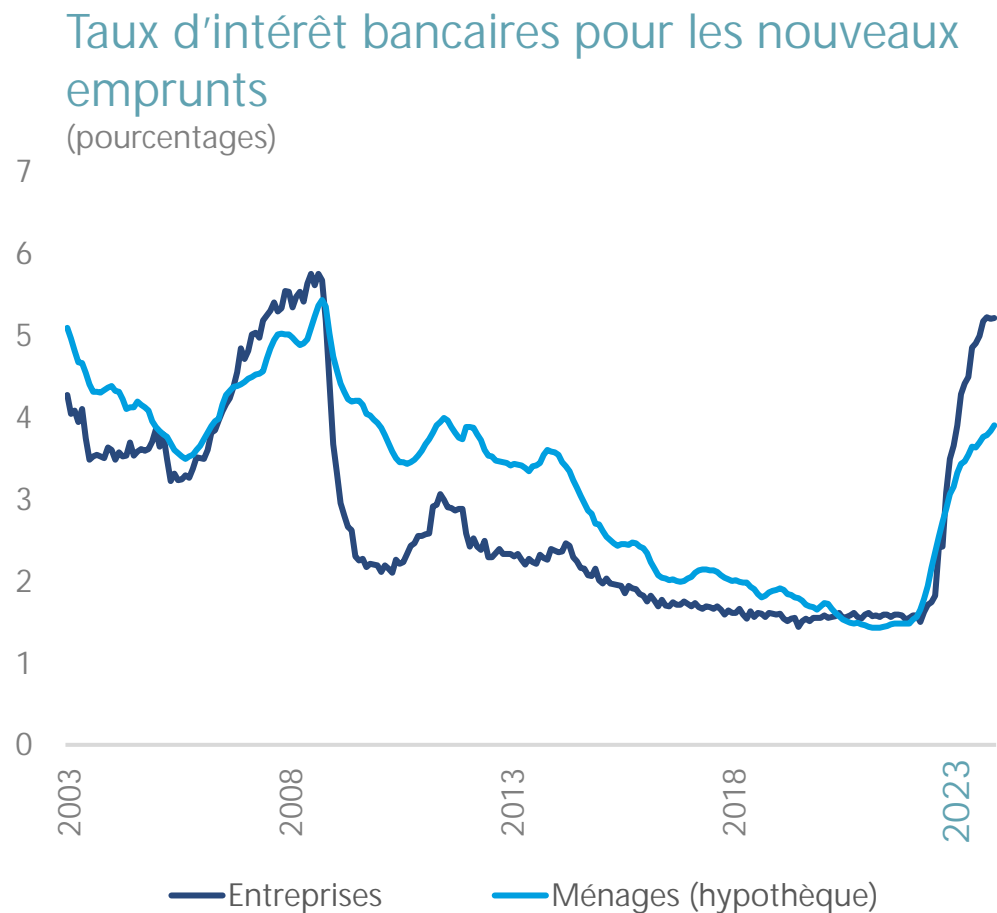
(indice des prix, 1er janvier 2021 = 100)



(pourcentages)

	2020	2021	2022	2023
Rendement des fonds propres	5,9	10,2	9,9	12,1
Ratio de fonds propres – CET 1	17,2	17,7	17,3	16,7
Ratio de couverture de liquidité – LCR	181,6	184,5	157,7	153,3

Le resserrement monétaire s'est accompagné d'une hausse des taux des nouveaux emprunts ; ralentissement du marché immobilier



↓
-18%
Transactions immobilières résidentielles

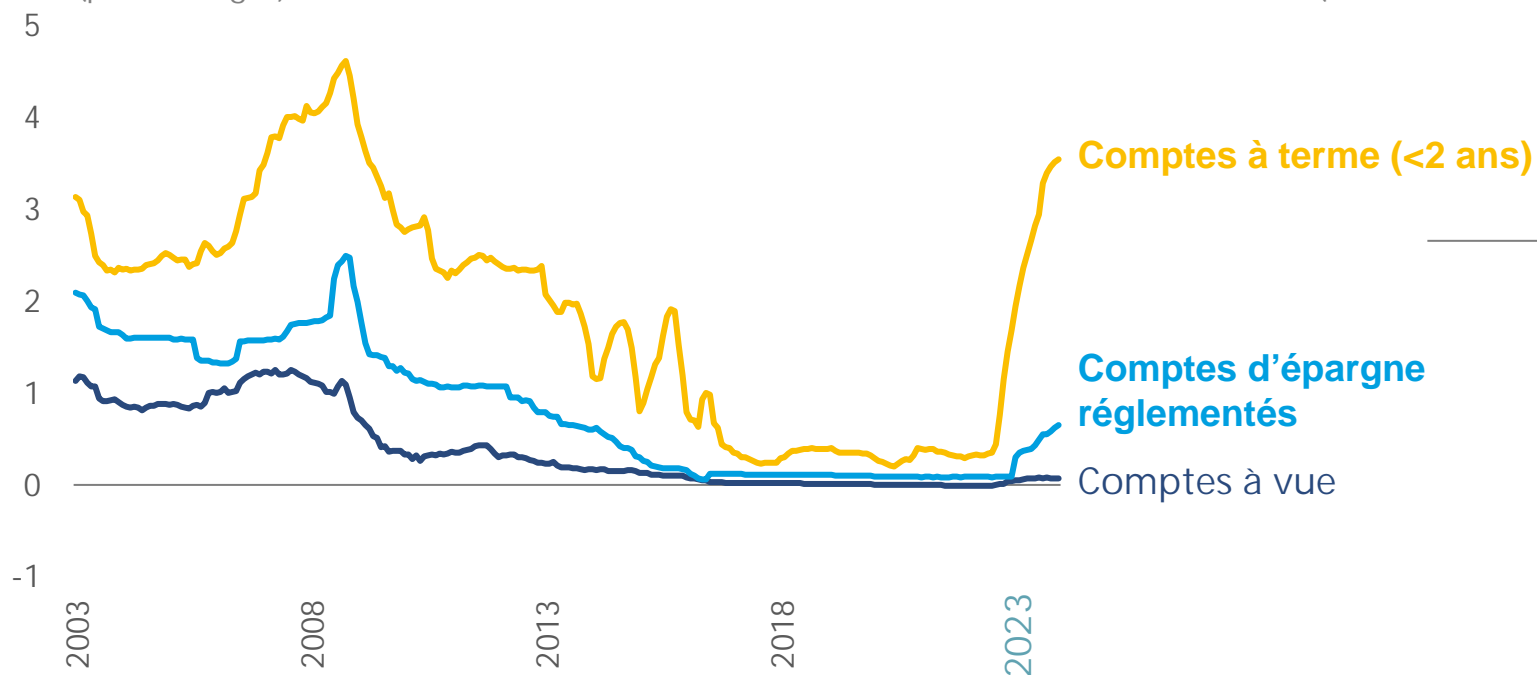


↓
-28%
Nouveaux crédits hypothécaires

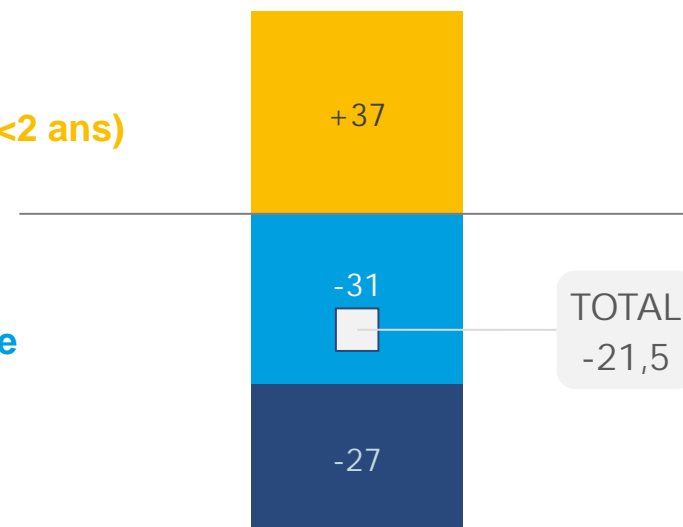


Le relèvement des taux d'épargne s'est fait attendre et les ménages ont cherché des alternatives

Taux d'intérêt des dépôts bancaires des ménages (pourcentages)



Recul des dépôts bancaires des ménages (variations en milliards d'euros en 2023)



De nouvelles réformes structurelles sont nécessaires pour rendre l'économie plus performante et plus résiliente



La trajectoire de la politique budgétaire nécessite d'être ajustée afin de pouvoir supporter les coûts des défis à plus long terme



Effort budgétaire requis de 0,4 % du PIB/an (€ 2,5 milliards) uniquement pour maintenir le déficit budgétaire constant

Coûts budgétaires (estimations actuelles) →

4 % du PIB d'ici 2050 (Comité d'Étude sur le Vieillesse)

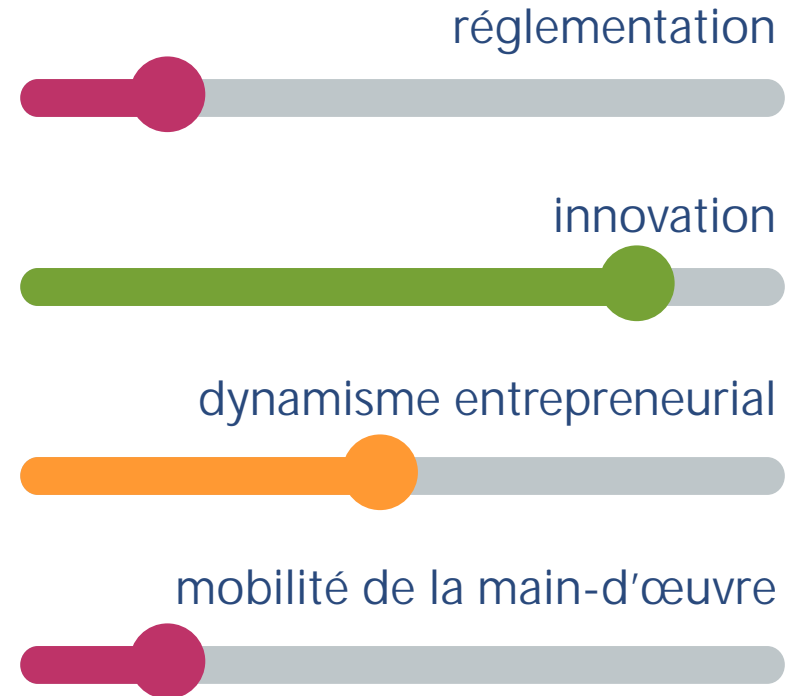
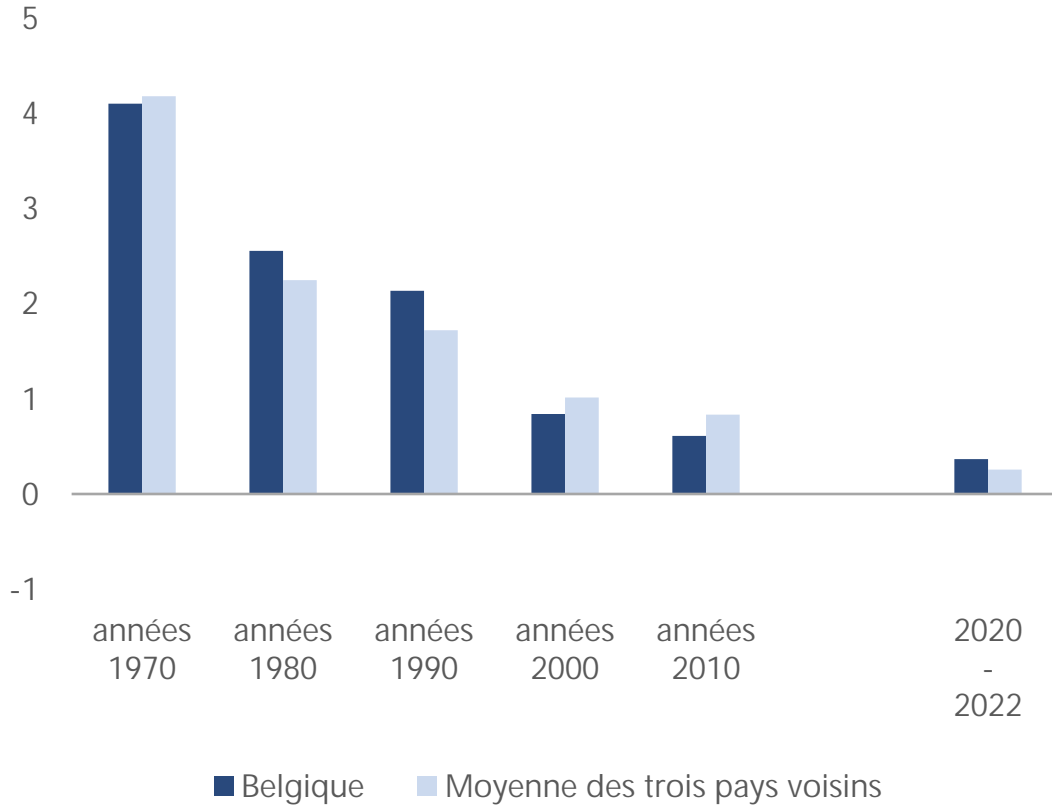
0,5 % du PIB d'ici 2040 (FMI)

Une importante consolidation budgétaire doit s'accompagner de réformes macroéconomiques



La croissance de la productivité recule

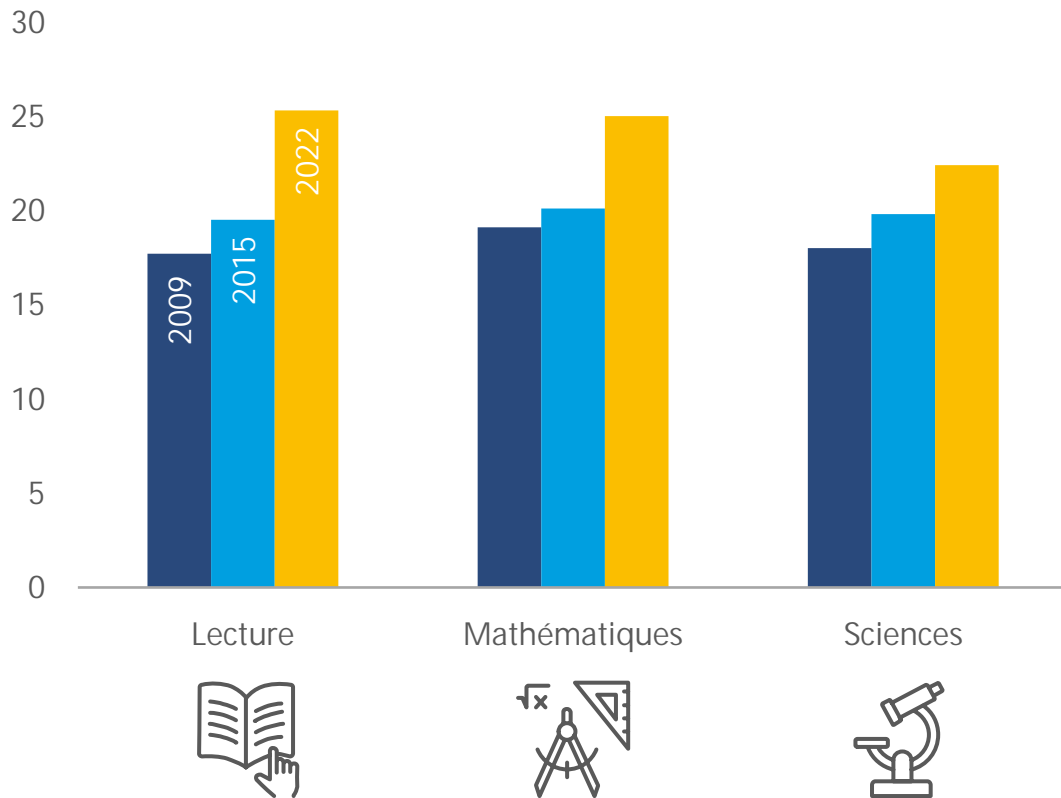
Croissance du PIB par heure ouvrée
(croissance annuelle moyenne, en pourcentage)



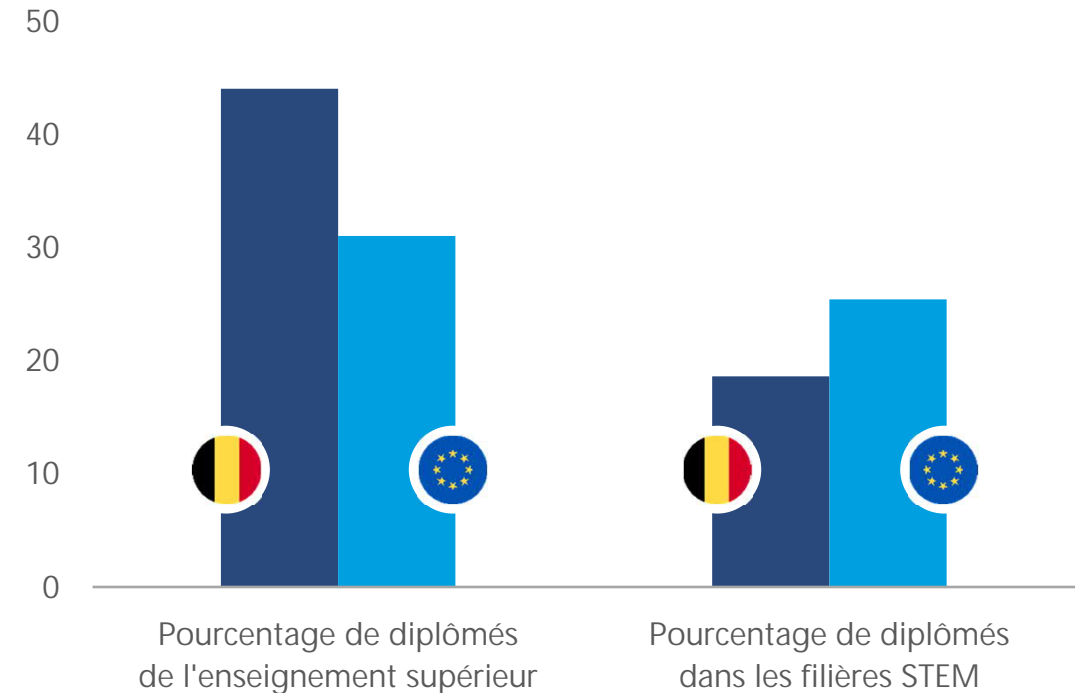
Le recul de la qualité de l'enseignement pèse sur les perspectives de croissance de la productivité



Part des étudiants de 15 ans ayant obtenu un score insuffisant à l'enquête PISA en lecture, en mathématiques et en sciences



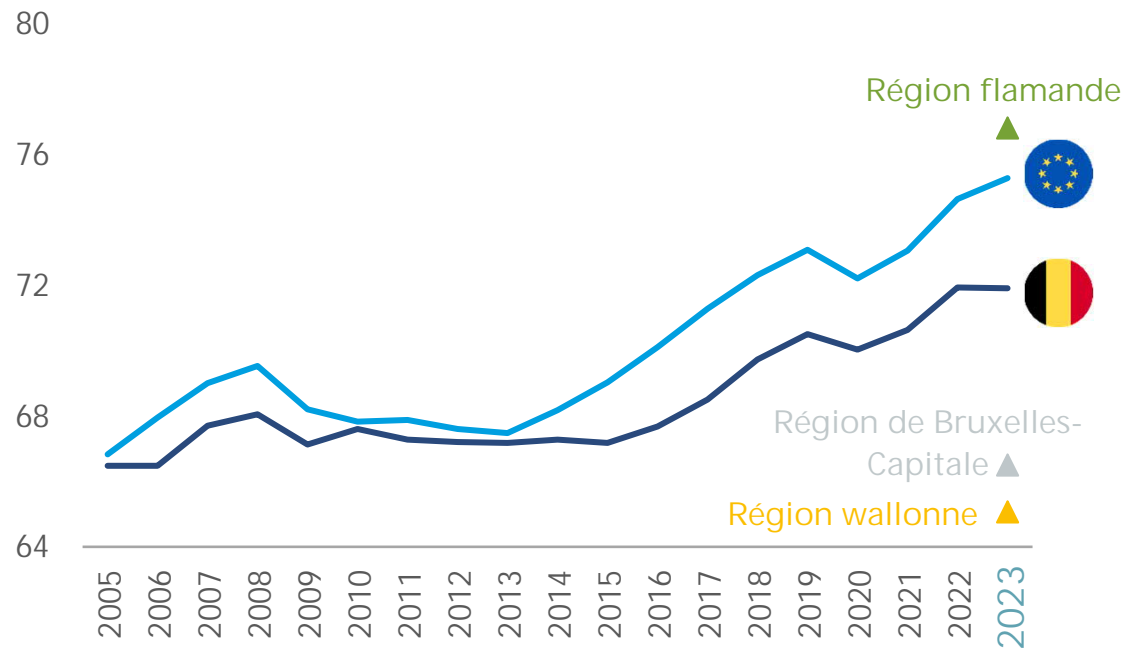
Part des étudiants de l'enseignement supérieur et part des diplômés dans les filières STEM



Poursuivre le redressement du taux d'emploi nécessite des incitants (financiers) appropriés et une politique d'activation efficace

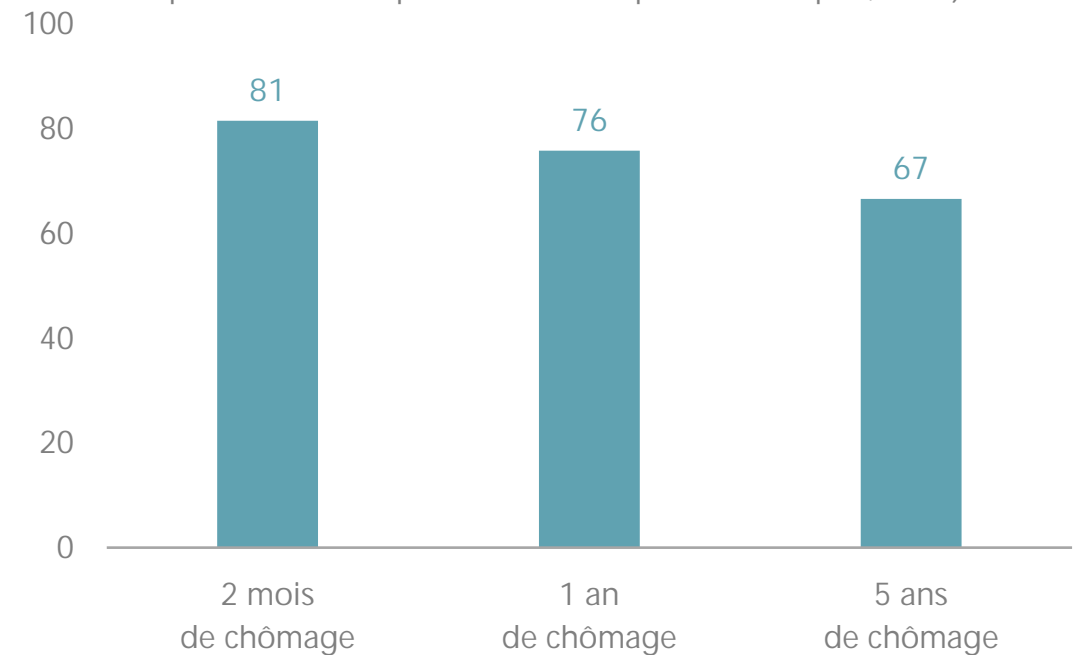
Taux d'emploi

(travailleurs en pourcentage de la population en âge de travailler, 20-64 ans)



Piège au chômage

(pourcentage des revenus bruts du nouvel emploi qui sont perdus en raison d'une augmentation des impôts ou d'une diminution des droits aux prestations lorsqu'un chômeur reprend un emploi, 2022)

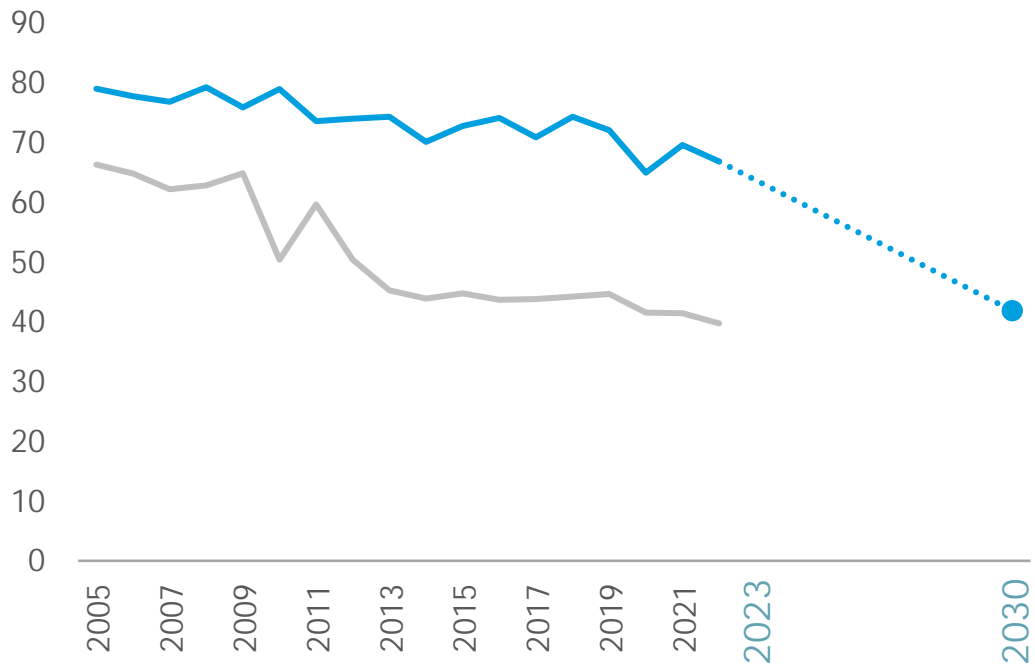


exemple pour un célibataire sans enfant dont le salaire brut équivaut au salaire brut moyen

Une approche plus volontariste s'impose désormais pour accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Belgique

(émissions de gaz à effet de serre en millions de tonnes équivalent CO₂)

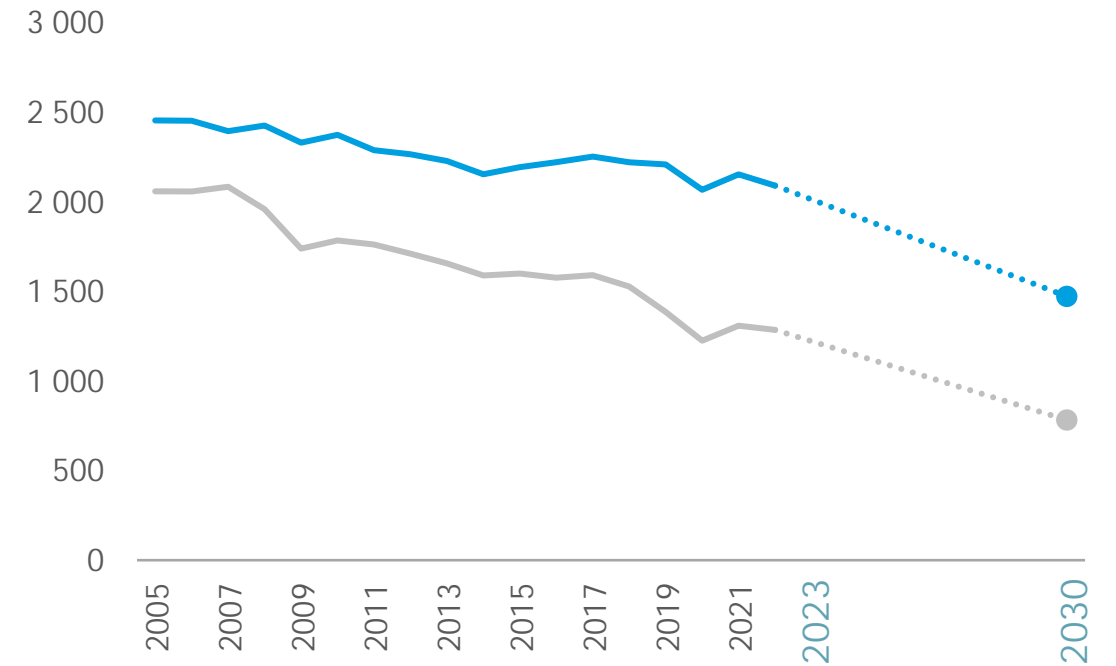


— ETS



Union européenne

(émissions de gaz à effet de serre en millions de tonnes équivalent CO₂)



— ESR

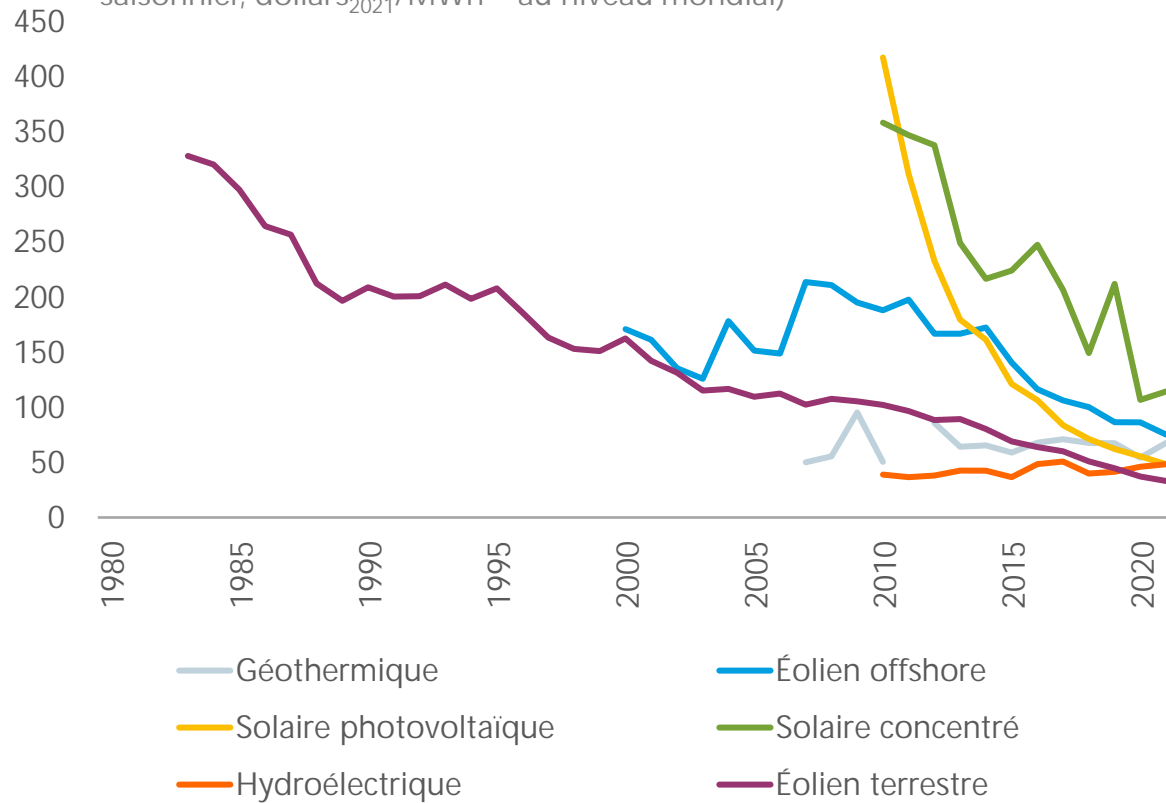
● Objectif 2030



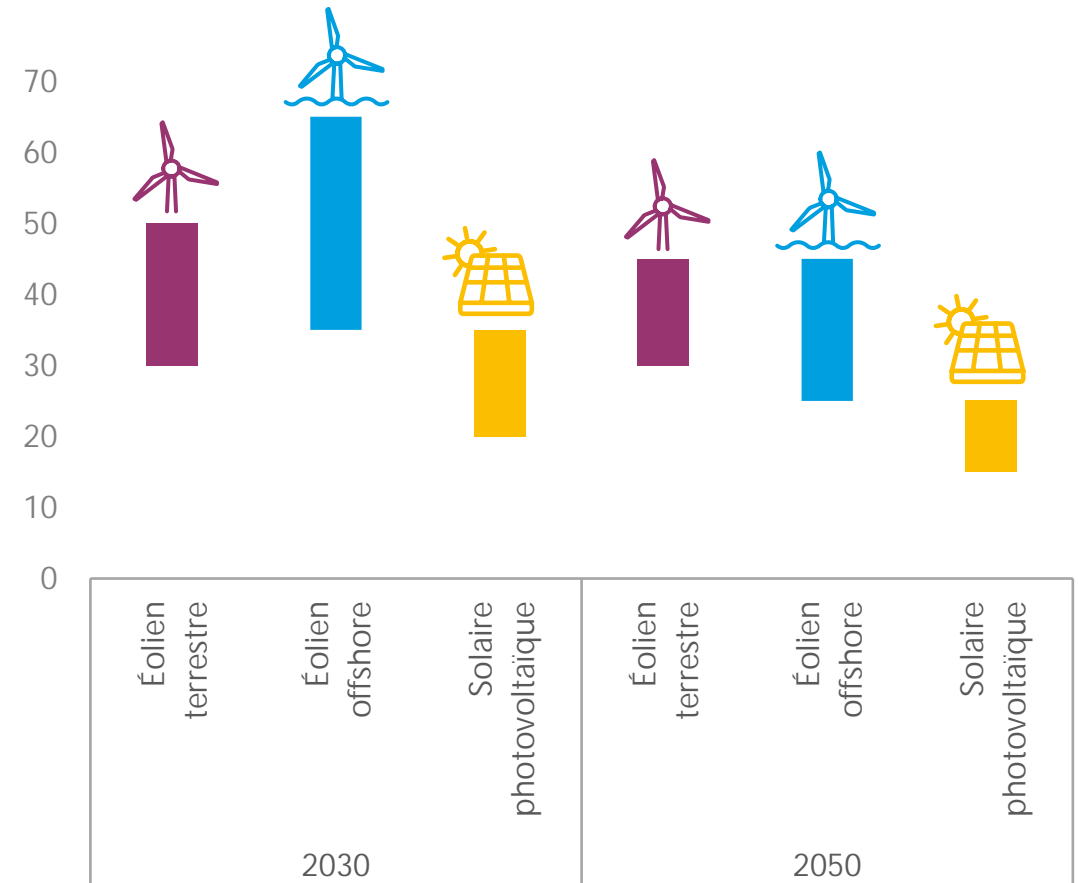
Les coûts des énergies renouvelables devraient continuer à reculer

Coûts de production moyens actualisés des énergies renouvelables aujourd'hui ...

(à l'exclusion des coûts liés à l'équilibrage du réseau et au stockage saisonnier, dollars₂₀₂₁/MWh – au niveau mondial)



... et en 2030-2050



Il est dans un premier temps nécessaire de créer un terrain propice à l'électrification



permis

investissements

contraintes d'offre

pénurie de main-d'œuvre

1

garantir l'alimentation énergétique (indépendance stratégique européenne)
renforcer l'infrastructure, la capacité du réseau et la capacité de distribution

2

rendre le choix de l'électrification plus attractif

3

gérer l'incidence sur le budget des administrations publiques et les éventuels effets redistributifs non désirés

La décarbonation du parc résidentiel belge reste trop axée sur les (très coûteuses) rénovations

21%
de la
consommation
énergétique belge

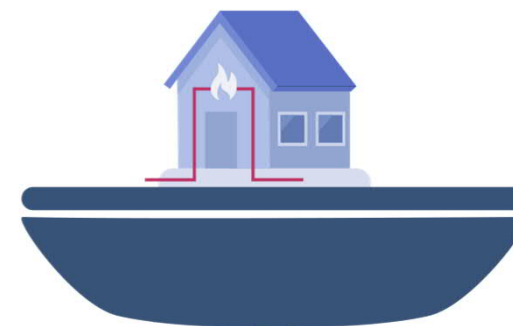
15%
des émissions
directes de GES



Miser sur une
baisse de la demande
énergétique
(isolation/rénovation)



Investir dans les
technologies décarbonées
pour le chauffage
(p. ex. pompes à chaleur)



Conclusion

L'économie belge en 2023



Croissance économique robuste portée par la demande intérieure



Recul rapide de l'inflation et diminution du risque de spirale prix-salaires prolongée



Des réformes structurelles ne peuvent plus être retardées

Chiffres-clés

Pourcentages de variation, sauf mention contraire	2019	2020	2021	2022	2023
PIB en volume	2,2	-5,3	6,9	3,0	1,5
<i>Consommation des ménages</i>	1,7	-8,2	6,3	3,2	1,4
<i>Investissements des entreprises</i>	5,6	-5,5	4,7	1,1	6,3
<i>Exportations nettes (contribution à la croissance)</i>	0,4	0,9	0,9	0,1	-0,5
Inflation totale (IPCH)	1,2	0,4	3,2	10,3	2,3
Inflation sous-jacente	1,5	1,4	1,3	4,0	6,0
Emploi	1,6	0,1	1,9	2,1	0,8
Taux de chômage (en pourcentage de la population active)	5,4	5,6	6,3	5,6	5,6
Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)	-2,0	-8,9	-5,4	-3,5	-4,2



Contribuez au baromètre de conjoncture en moins de 5 minutes par mois

Pourquoi?



Être informé de l'évolution économique avant les statistiques traditionnelles



Meilleure représentativité
= analyse plus fine par secteur
= meilleure évaluation du positionnement



Participer
= accès à des résultats plus détaillés pour la comparaison avec vos pairs

Comment ?

Participez aux enquêtes!

Via un outil online:

- invitation par mail,
- lien personnel,
- multiplateforme (pc, mobile).

Enregistrez votre entreprise aujourd'hui via



40%

Obstacles et taux d'activité

* Quels sont les principaux facteurs qui limitent actuellement votre activité?

- aucun
- insuffisance de la demande
- manque de personnel
- manque d'espace et/ou d'équipement
- contraintes financières
- autres facteurs

Indiquez quelles sont les causes principales qui limitent votre activité actuellement. Les contraintes financières concernent aussi bien les crédits d'investissement que les liquidités financières.
S'il n'y a pas d'obstacles, cochez alors la case "aucun".

* Si la demande se renforçait, pourriez-vous augmenter le volume de votre activité avec vos ressources actuelles?

- Oui
- Non

Précédent Suivant

Sources et notes

- 2 Rapport annuel chapitre 1
- 3 Rapport annuel chapitre 1 – page 49 & 73
FMI, LSEG.
- 4 Rapport annuel chapitre 1 – page 49 & 73
Eurostat (la dernière observation de l'inflation date février 2024).
- 5 Rapport annuel chapitre 6 – page 177 & 182
IEA Energy prices and taxes statistics.
- 6 Rapport annuel chapitre 1 – page 55; chapitre 2 – page 84
Eurostat, LSEG.
€STR = EONIA moins 8,5 points de base avant octobre 2019, à partir de février 2024, l'€STR a été prolongé en fonction des anticipations du marché (ligne pointillée).
- 7 Rapport annuel chapitre 4 – section 4.1 – à partir de la page 121
- 8 Rapport annuel chapitre 4 – page 122
Eurostat, ICN, BNB.
- 9 Rapport annuel chapitre 4 – page 123
ICN, BNB.
- 10 Rapport annuel chapitre 4 – section 4.1
ICN, BNB.
- 11 Rapport annuel chapitre 4 – page 122, 131, 132, 135 & 137
ICN, BNB.
Les statistiques de l'ICN pour le quatrième trimestre de 2023 montrent une forte diminution des investissements des entreprises, qui tient à des ventes exceptionnelles et temporaires de biens d'investissement à l'étranger. Ces ventes stimulent aussi temporairement les exportations nettes et compensent donc l'incidence sur la croissance du PIB. Les lignes pointillées sur le graphique montrent l'évolution sous-jacente de ces composantes, c'est-à-dire corrigée des ventes exceptionnelles.
- 12 Rapport annuel chapitre 5 – page 146
ICN, BNB.

Sources et notes

- 13 Rapport annuel chapitre 3 – section 3.3 – à partir de la page 112
Eurostat, BNB.
- 14 Rapport annuel chapitre 3 – section 3.1 – à partir de la page 102
Eurosystème, ICN, BNB.
- 15 Rapport annuel chapitre 3 – section 3.2 – à partir de la page 107; chapitre 4 – section 4.3 – à partir de la page 133
ICN, BNB.
Moyennes des trois premiers trimestres de 2023.
- 16 Rapport annuel chapitre 8 – page 231 & 232
ICN, BNB.
Mesures temporaires associées au COVID-19 (à partir de 2020) et facteurs temporaires liés à la crise énergétique et à la guerre en Ukraine (financement inclus) à partir de 2022.
- 17 Rapport annuel chapitre 8 – page 232, 253 & 254
ICN, BNB.
- 18 Rapport annuel chapitre 1 et le part « Réglementation et contrôle prudentiels »
- 19 Rapport annuel chapitre 1 – page 59; chapitre 7 – page 222
LSEG, BNB.
- 20 Rapport annuel chapitre 7 – page 199 & 205
BCE, Statbel, BNB.
- 21 Rapport annuel chapitre 7 – encadré 7 - à partir de la page 209
NBB.
Ces données sont tirées d'une enquête sur les taux d'intérêt réalisée auprès des banques. Avant juillet 2016, le taux des comptes d'épargne n'incluait que le taux de base. Depuis juillet 2016, les primes (telles que les primes de fidélité ou de croissance) sont également incluses là où elles sont applicables. En pratique, il est possible d'observer un certain délai entre l'ajustement des primes de fidélité par les banques et leur répercussion sur ces données.
- 22 Rapport annuel préambule, chapitre 6 et chapitre 8

Sources et notes

- 23 Rapport annuel préambule – alinéa 47 – page 23; chapitre 6 – section 6.3 - à partir de la page 179, chapitre 8 – page 246
[IMF \(2023\), 'How Does Decarbonization Change the Fiscal Equation?', presentatie voor the Peterson Institute tijdens event over 'The macroeconomic implications of climate action', 5 juni.](#)
- 24 Rapport annuel préambule – alinéa 50 – page 24
- 25 Rapport annuel chapitre 6 – section 6.1 – à partir de la page 168
Eurostat, BNB.
- 26 Rapport annuel chapitre 6 – page 169
Eurostat, OCDE.
PISA (Programme for International Student Assessment) est une évaluation comparative internationale à grande échelle liée à la qualité de l'éducation. STEM signifie science, technologie, ingénierie et mathématiques.
- 27 Rapport annuel chapitre 5 – page 147 & 161
Eurostat, Statbel, OCDE.
Moyennes des trois premiers trimestres de 2023.
- 28 Rapport annuel chapitre 6 – page 180
AEE, CE, Eurostat.
*Le système ETS (Emissions Trading System, système d'échange de quotas d'émissions) règle l'émission des entreprises les plus énergivores dans l'UE. L'ESR (Effort Sharing Regulation, règlement sur la répartition de l'effort) réglemente toutes les émissions qui ne relèvent pas du système ETS. Il s'agit des émissions provenant du transport routier, des bâtiments, du traitement des déchets et de l'agriculture.
Les chiffres présentés ne tiennent pas compte des émissions provenant du secteur « utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie », qui relèvent d'une autre réglementation.
L'objectif 2030 de la Belgique est défini sur la base de la répartition entre les États membres des efforts nécessaires pour atteindre l'objectif de l'UE dans les secteurs soumis à l'ESR.*
- 29 Rapport annuel chapitre 6 – page 183
IRENA (2022), Renewable Power Generation Costs in 2021, BP (2022), BP Statistical review of world energy 2022, LSEG, IEA (2022), World energy outlook 2022.
Les coûts de production unitaires moyens actualisés de l'énergie renouvelable ne tiennent compte que des coûts de génération de l'énergie, abstraction faite des coûts liés à l'équilibrage du réseau et au stockage saisonnier.

Sources et notes

30 Rapport annuel préambule – alinéa 69, 70 & 74 – page 29 & 30

31 Rapport annuel chapitre 6 – encadré 5 – à partir de la page 188